



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° 2013101-0004

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---

Société LUCART France

Communes de TORVILLIERS et SAINTE SAVINE

---

**Arrêté Préfectoral de Mise en demeure**

---

Le Préfet de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;
- VU** l'arrêté n° 01-1477A du 14 mai 2001, complété par les arrêtés n° 04-2544 du 23 juin 2004 et n° 11-1931 du 04 juillet 2011, autorisant la société LUCART France, dont le siège social est situé RN 60 - B.P. 19 - Zone Industrielle de TORVILLIERS - 10440 LA RIVIERE DE CORPS, à exploiter une unité de fabrication de papier sanitaire et domestique pour une capacité de 35000 tonnes sur le territoire des communes de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE (ZI de Torvilliers) ;
- VU** le rapport initial de l'exploitant relatif à l'incendie de la ligne de transformation F1, survenu dans le bâtiment 5 (« converting ») le 17 août 2012 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées, daté du 27 mars 2013, ayant pour objet les visites d'inspection du 22 août 2012 et du 12 septembre 2012, faisant suite à l'incendie du 17 août 2012 ;

**CONSIDERANT** que le déroulement de l'intervention de lutte contre l'incendie du 17 août 2012 a mis en évidence des lacunes matérielles et organisationnelles, notamment une méconnaissance par le personnel présent sur le site des consignes générales de sécurité ;

**CONSIDERANT** les constats établis par l'inspection des installations classées lors des visites d'inspection du 22 août 2012 et du 12 septembre 2012 ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de l'Aube,

## ARRETE :

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La société LUCART France SAS, dont le siège est situé RD 660 - B.P. 19 - Zone Industrielle de Torvilliers - 10440 LA RIVIERE DE CORPS et qui est autorisée, par arrêté préfectoral modifié n° 01-1477A du 14 mai 2001, à exploiter sur le territoire des communes de TORVILLIERS et de SAINTE-SAVINE (ZI de Torvilliers) des installations de fabrication et de transformation de papier sanitaire et domestique à base d'ouate de cellulose, est mise en demeure de :

- respecter l'article R. 512-69 du code de l'Environnement et l'article 2.4 de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir fournir à l'inspection des installations classées **sous un délai de 15 jours** un rapport détaillé sur les origines et les causes de l'accident du 17 août 2012, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise ;
- respecter les articles 16.2 – « Gardiennage » et 19.11 – « Consignes générales de sécurité » de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir transmettre à l'inspection des installations classées **sous un délai de 15 jours** :
  - les consignes particulières rédigées pour l'accueil et le guidage des secours, ainsi que les moyens mis en œuvre pour s'assurer que ces consignes sont en permanence connues du personnel de l'usine et des membres de l'équipe de gardiennage ;
  - les justificatifs de la formation à la sécurité et à l'intervention en cas de sinistre, spécifique au site LUCART de TORVILLIERS, dispensée aux membres de l'équipe de gardiennage ;
  - les consignes de sécurité mises à jour suite à l'accident du 17 août 2012, notamment celles relatives à la prévention des risques d'incendie (permis de feu notamment), ainsi que les moyens mis en œuvre pour s'assurer que ces consignes sont en permanence connues du personnel présent dans l'usine ;
- respecter l'article 17.3 – « Isolement recoupement des installations » de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir fournir à l'inspection des installations classées **sous un délai d'un mois** les justificatifs de la mise en place et du caractère opérationnel (vérification et réparation) des portes coupe-feu ou en accordéon dans les passages couverts entre bâtiments ;

- respecter l'article 20.4 – « Personnel d'intervention » de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir transmettre à l'inspection des installations classées **sous un délai de 3 mois**, puis régulièrement, les justificatifs des moyens mis en œuvre pour s'assurer de l'efficacité opérationnelle des équipes (justificatifs de formation, compte-rendus écrits des exercices de lutte contre l'incendie, notamment ceux réalisés en liaison avec les pompiers, mesures mises en œuvre pour remédier aux observations ou écarts constatés) ;
- respecter l'article 20.5 – « Organisation des secours » de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir transmettre au service départemental d'incendie et de secours de l'Aube (SDIS 10), avec copie des justificatifs à l'inspection des installations classées, **sous un délai d'un mois**, les informations permettant d'établir le plan d'intervention répertorié du site LUCART de TORVILLIERS, document opérationnel demandé par les pompiers ;
- respecter l'article 20.6 – « Formation » de l'arrêté n° 01-1477 A du 14 mai 2001 modifié, à savoir fournir à l'inspection des installations classées **sous un délai de trois mois** le contenu détaillé et les justificatifs de la formation du personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie, notamment celle dispensée à l'occasion des exercices semestriels ;

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

A défaut d'exécution dans les délais impartis, il pourra être fait application des mesures prévues par l'article L. 514-1 du code de l'Environnement.

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RECOURS**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.

## **ARTICLE 4 : PUBLICATION**

Le présent arrêté est notifié à la société LUCART France.

Une copie de ce dernier est déposée aux archives des mairies de TORVILLIERS et de SAINTES SAVINE pour y être tenue à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait est affiché à la porte de la Mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par la mairie à la Préfecture de l'Aube – Direction Départementale des Territoires – Secrétariat Général - Bureau Juridique.

## **ARTICLE 5 : NOTIFICATION**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Messieurs les Maires de TORVILLIERS et de SAINTES SAVINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 11-4-13

Le Préfet

Christophe BAY